12/7/2000

Jugement civil n° 223 / 2000 (Iere chambre)

(A)

Audience publique du mercredi, douze juillet deux mille.

Numéros 61271, 61233, 63121 et 64830 du rôle

Composition :

M. Etienne SCHMIT, premier vice-président,
Mme Marie-Laure MEYER, premier juge,
Mme Malou THEIS, juge,
M. Jean-Jacques DOLAR, substitut,
M. Serge BLASEN, greffier assumé.

I. (61271)

Entre :

la société anonyme (S.A.) S.A., établie et ayant son siège social à L- (...)
, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,
inscrite au RCL sous le no (...)

demanderesse aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Georges NICKTS de Luxembourg
du 31 octobre 1997,

comparant par Maître Patrick WEINACHT, avocat, demeurant à Luxembourg,

et :

1. M. M.) , menuisier, demeurant à L- (...)

défendeur aux fins du prédit exploit NICKTS,
demandeur par reconvention,
défendeur sur reconvention,

comparant par Maître Claude COLLARINI, avocat, demeurant à Luxembourg.

2. M. B.) , retraité, demeurant à L- (...)

défendeur aux fins du prédit exploit NICKTS,
demandeur par reconvention,
défendeur sur reconvention,

comparant par Maître Louis SCHILTZ, avocat, demeurant à Luxembourg.

II. (61233)

Entre :

la société anonyme Soc 1.) S.A., établie et ayant son siège social à L- (...)
, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,
inscrite au RCL sous le no (...) ,

demanderesse aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Georges NICKTS de Luxembourg
du 24 novembre 1997,

comparant par Maître Patrick WEINACHT, avocat, demeurant à Luxembourg,

et :

la société à responsabilité limitée Soc 2.) , établie et
ayant son siège social à L- (...) , représentée par son gérant actuellement
en fonctions,

défenderesse aux fins du prédit exploit NICKTS,
demanderesse par reconvention,
défenderesse sur reconvention,

comparant par Maître Claude COLLARINI, avocat, demeurant à Luxembourg.

III. (63121)

Entre :

la FABRIQUE D'ÉGLISE DE WEILER-LA-TOUR, établie à l'adresse du président de son conseil, M. F.) demeurant à L- (...), représentée par son conseil actuellement en fonctions,

demanderesse aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Pierre BIEL de Luxembourg du 24 août 1998,

comparant par Maître Guy LUDOVISSY, avocat, demeurant à Luxembourg,

e t :

1. M. M.) , menuisier, demeurant à L- (...)

défendeur aux fins du prédit exploit BIEL,
demandeur par reconvention,
défendeur sur reconvention,

comparant par Maître Claude COLLARINI, avocat, demeurant à Luxembourg,

2. M. B.) . retraité, demeurant à L- (...)

défendeur aux fins du prédit exploit BIEL,
demandeur par reconvention,
défendeur sur reconvention,

comparant par Maître Louis SCHILTZ, avocat, demeurant à Luxembourg,

3. la compagnie d'assurances Soc3) S.A., établie et ayant son siège social à L- (...), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

défenderesse aux fins du prédit exploit BIEL,
défenderesse sur reconvention,

comparant par Maître Louis SCHILTZ, avocat, demeurant à Luxembourg,

4. la compagnie d'assurances (Soc 4.) S.A., établie et ayant son siège social à L- (...) , représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, inscrite au RCL sous le no (...)

défenderesse aux fins du prédit exploit BIEL,
demandeur par reconvention,
défendeur sur reconvention,

comparant par Maître Jean MEDERNACH, avocat, demeurant à Luxembourg.

IV. (64830)

Entre :

la FABRIQUE D'EGLISE DE WEILER-LA-TOUR, établie à l'adresse du président de son conseil, M. F.) , demeurant à L- (...) représentée par son conseil actuellement en fonctions,

demanderesse aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Pierre BIEL de Luxembourg du 17 juin 1999,

comparant par Maître Guy LUDOVISSY, avocat, demeurant à Luxembourg,

et :

la société à responsabilité limitée (Soc 2) , établie et ayant son siège social à L- (...) , représentée par son gérant actuellement en fonctions,

défenderesse aux fins du prédit exploit BIEL,
demanderesse par reconvention,
défenderesse sur reconvention,

comparant par Maître Claude COLLARINI, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le Tribunal:

Ouï la société anonyme *Soc.1.)* S.A. par l'organe de Maître Tine LARSEN, avocat, en remplacement de Maître Patrick WEINACHT, avocat constitué.

Ouï M. *M.)* et la société à responsabilité limitée *Soc.2.)*
par l'organe de Maître Virginie HENRI, avocat. en remplacement de
Maître Claude COLLARINI, avocat constitué.

Ouï M. *B.)* et *Soc.3.)* par l'organe de Maître Martine
KREMER, avocat, en remplacement de Maître Louis SCHILTZ, avocat constitué.

Ouï *Soc.4.)* S.A. par l'organe de Maître Line OLINGER, avocat, en
remplacement de Maître Jean MEDERNACH, avocat constitué.

Ouï la FABRIQUE D'ÉGLISE DE WEILER-LA-TOUR par l'organe de Maître Jean SCHUTZ,
avocat, en remplacement de Maître Guy LUDOVISSY, avocat constitué.

Vu l'ordonnance de clôture de l'instruction du 21 juin 2000.

Entendu Mme le premier juge Marie-Laure MEYER en son rapport oral à l'audience du 21 juin
2000.

Par exploit d'huissier du 31 octobre 1997 la société anonyme *Soc.1.)* S.A. (ci-après
Soc.1.) S.A.) a donné assignation à M. *M.)* et M.
B.) à comparaître devant ce tribunal, siégeant en matière civile pour s'entendre
condamner à lui payer solidairement, sinon in solidum, sinon chacun individuellement pour le
tout, sur base de l'article 1789 du code civil en ce qui concerne M. *M.)* et sur
base des articles 1384 alinéa 1^{er}, sinon 1382 et 1383 du code civil en ce qui concerne M.
B.), la somme de 600.000.- francs, avec les intérêts légaux à partir du jour de l'incendie,
sinon à partir de la demande en justice jusqu'à solde. *Soc.1.)* S.A. conclut encore à la
condamnation des parties défenderesses au paiement d'une indemnité de procédure de 20.000.-
francs ainsi qu'à leur condamnation aux frais et dépens.

Cette affaire a été inscrite sous le numéro 61 271 du rôle.

Par exploit d'huissier du 24 novembre 1997, la société anonyme *Soc.1.)* S.A. (ci-après
Soc.1.) S.A.) a donné assignation à la société à responsabilité limitée
Soc.2.) (ci-après la s.à r.l. *Soc.2.)*) à comparaître devant ce
tribunal, siégeant en matière commerciale pour voir prononcer la jonction de ce rôle avec l'affaire
introduite par assignation du 31 octobre 1997, la partie défenderesse s'entendre condamner,
solidairement, sinon in solidum, sinon individuellement, avec M. *M.)*, à
lui payer sur base de l'article 1789 du code civil, subsidiairement sur base des articles 1382 et

1383 du même code, la somme de 600.000.- francs, avec les intérêts légaux à partir du jour de l'incendie, sinon à partir de la demande en justice jusqu'à solde. *Soc 1.*) S.A. conclut encore à la condamnation de la s.à r.l. *Soc 2.*) au paiement d'une indemnité de procédure de 20.000.- francs ainsi qu'à sa condamnation aux frais et dépens.

Cette affaire a été inscrite sous le numéro 61 233 du rôle.

Par exploit d'huissier du 24 août 1998, la FABRIQUE D'EGLISE DE WEILER-LA-TOUR (ci-après la FABRIQUE) a donné assignation à:

1. M. M.)

2. M. B.)

3. la compagnie d'assurances *Soc 3.*) S.A. (ci-après *Soc 3.*) et

4. la compagnie d'assurances *Soc 4.*) S.A. (ci-après *Soc 4.*),

à comparaître devant ce tribunal, siégeant en matière civile, pour :

les parties M.) , B.) , *Soc 3.*) et *Soc 4.*) s'entendre condamner solidairement, sinon in solidum à lui payer la somme de 2.800.000.- francs avec les intérêts légaux à partir du jour de l'incendie, le 1er janvier 1997, sinon à partir du jour de la demande en justice, jusqu'à solde,

voir dire que le taux d'intérêt sera majoré de trois points à l'expiration du troisième mois suivant la signification du jugement à intervenir,

voir ordonner l'exécution provisoire du jugement,

les parties défenderesses s'entendre condamner solidairement, sinon in solidum à lui payer une indemnité de procédure de 50.000.- francs,

et pour s'entendre condamner aux frais et dépens avec distraction au profit de Maître LUDOVISSY.

La demanderesse recherche la responsabilité de M. M.) sur la base des articles 1134 et suivants, respectivement sur base de l'article 1384 alinéa 1er, sinon 1382 et 1383 du code civil.

La demande contre M. B.) est basée sur les articles 1382 et 1383 du même code.

Soc 3.) est assignée en sa qualité d'assureur de M. B.) et *Soc 4.*) est assigné en sa qualité d'assureur de M. M.)

Cette affaire a été inscrite sous le numéro 63 121 du rôle.

Par exploit du 17 juin 1999, la FABRIQUE D'EGLISE DE WEILER-LA-TOUR (ci-après la FABRIQUE) a donné assignation à la société Sec 2.) SARL (ci-après la s.à r.l. Sec 2.)) à comparaître devant ce tribunal, siégeant en matière civile, pour:

- voir dire qu'elle est tenue d'intervenir dans le litige entre la FABRIQUE comme demanderesse et MM. M.) et B.) , et Sec 4.) et Sec 3.) , comme défendeurs,
- déclarer le jugement commun à la s.à r.l. Sec 2.) ,
- dire que sa responsabilité est engagée principalement sur base des articles 1134 et suivants du code civil, subsidiairement sur base de l'article 1384 alinéa 1^{er} du même code et plus subsidiairement sur base des articles 1382 et 1383,
- s'entendre condamner solidairement, sinon in solidum, sinon individuellement avec MM. M.) et B.) , Sec 4.) et Sec 3.) à lui payer la somme de 2.800.000.- francs avec les intérêts légaux à partir de jour de l'incendie, sinon à partir de la demande en justice jusqu'à solde,
- voir dire que le taux d'intérêt sera majoré de trois points à partir du troisième mois suivant la signification du jugement,
- ordonner l'exécution provisoire,
- s'entendre condamner solidairement, sinon in solidum, sinon individuellement avec MM. M.) et B.) , Sec 4.) et Sec 3.) à lui payer la somme de 50.000.- francs sur base de l'article 240 du nouveau code de procédure civile, ainsi qu'aux frais et dépens avec distraction au profit de Maître LUDOVISSY.

Cette affaire a été inscrite sous le numéro 64 830 du rôle.

Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, il y a lieu de joindre les rôles connexes 61 233, 61 271, 63 121 et 64 830 ayant trait à des demandes d'indemnisation suite au même incendie, pour y statuer par un seul jugement.

1. Les exposés des faits des demandeurs

a. Sec 1.) S.A. (rôle civil 61 271)

Sec 1.) S.A. avait conclu avec M. M.) un contrat d'entreprise ayant pour objet la rénovation de dix portes en bois massif d'une valeur totale de 600.000.- francs. M. M.) avait, après avoir pris livraison de ces portes, entreposé celles-ci dans sa menuiserie. Lors de l'incendie de la nuit du 31 décembre 1996 au 1^{er} janvier 1997 les portes ont été entièrement consumées. Une des fusées du feu d'artifice tiré par M. B.) en retombant, s'est glissée dans la menuiserie et y a mis le feu. Selon le rapport de l'inspecteur des

sapeurs pompiers, M. R.) qui a dirigé les opérations d'extinction et selon le procès-verbal de la gendarmerie de Bettembourg, l'incendie a été causé par un projectile de fabrication allemande trouvé sur les lieux et non vendu au Luxembourg. M. B.) a utilisé de tels projectiles. La gendarmerie n'a pu déterminer aucun autre habitant de la rue (...) ayant lancé des projectiles.

La demanderesse recherche la responsabilité de M. B.) sur base de l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil en sa qualité de gardien du projectile et subsidiairement sur base des articles 1382 et 1383 du même code en raison de son comportement fautif.

La responsabilité de M. M.) est recherchée sur base de l'article 1789 du code civil.

Sec 1.) S.A. estime qu'au cas où la chose périt par le feu, il appartient à l'entrepreneur de prouver l'absence de faute dans son chef. Or, M. M.) a commis de nombreuses négligences en relation causale directe avec l'incendie. Il n'a pas soumis sa menuiserie à la procédure de commodo-incommodo et ne respectait pas les prescriptions de la publication ITM-CL 42.1 de l'Inspection du Travail et des Mines; la cabine de peinture où l'incendie a pris naissance ne répondait pas aux normes requises; des récipients de solvants hautement inflammables avaient été laissés ouverts; le dépôt de bois n'était pas construit dans des matériaux résistants au feu et d'après le rapport des sapeurs-pompiers, le respect des consignes de sécurité prescrites aurait réduit le dommage à un minimum.

Dans ses conclusions du 29 septembre 1998, Sec 1.) S.A. conclut en ordre subsidiaire à la responsabilité délictuelle de M. M.)

b. Sec 1.) S.A. (rôle commercial 61 233)

Sec 1.) S.A, après avoir été informée que M. M.) exerce ses activités sous forme d'une société commerciale agit à l'encontre de la s.à r.l. Sec 2.)

La demanderesse fait valoir les mêmes moyens et les mêmes bases juridiques que ceux développés ci-dessus qui sont censés être reproduits ici.

Sec 1.) S.A. conclut cependant à la majoration du taux de l'intérêt légal de trois points à l'expiration du troisième mois suivant la signification du jugement ainsi qu'à l'exécution provisoire de ce dernier.

Finalement, Sec 1.) S.A. demande la condamnation de la s.à r.l. Sec 2.) au paiement d'une indemnité de procédure de 20.000.- francs.

c. La FABRIQUE (rôles 63 121 et 64 830)

La FABRIQUE affirme qu'elle avait confié quatorze représentations du chemin de la croix de l'église paroissiale de WEILER-LA-TOUR, peintes à l'huile sur des toiles de +/- 1,00 m x 1,20 m et présentées dans des cadres sculptés sur chêne à M. M.) en vue de leur rénovation.

Les quatorze représentations se trouvaient dans la menuiserie de M. M.) à Remich et furent entièrement détruites par le feu lors de l'incendie ayant eu lieu dans la nuit du 1^{er} janvier 1997.

Le dommage subi par la FABRIQUE est évalué à la somme de 2.800.000.- francs, par M. L.) conservateur du service des sites et monuments.

Il résulte du procès-verbal n° 001/97 dressé par les agents verbalisants que l'incendie était dû au lancer d'une fusée tombée à travers une fente entre les toits du local de peinture au pistolet et le local de stockage de bois de la menuiserie. Juste en-dessous de la fente des deux toits des deux bâtiments de la menuiserie se trouvait une étagère avec des liquides inflammables, partiellement contenus dans des récipients ouverts. L'absence de portes coupe-feu a contribué à la propagation du feu.

La demanderesse estime que l'observation des règles impératives en matière de protection contre l'incendie aurait pu réduire l'ampleur de ce dernier.

Elle soutient encore que M. M.) n'aurait pas reçu l'autorisation commodo-incommodo et n'aurait pas mis en place les installations de sécurité obligatoires en matière de stockage de liquides inflammables.

Il aurait encore menti aux sapeurs pompiers en niant avoir stocké des substances inflammables, les empêchant ainsi de prendre immédiatement des mesures de sécurité supplémentaires.

La demanderesse estime qu'en agissant ainsi, M. M.) aurait commis des fautes graves. Elle recherche sa responsabilité principalement sur base des articles 1134 et suivants du code civil, subsidiairement sur base de l'article 1384 alinéa 1^{er}, et plus subsidiairement sur base des articles 1382 et 1383 du même code.

Après l'extinction du feu, des fusées de même fabrication que celles qui furent confisquées auprès de M. B.) , furent trouvées sur le toit effondré des bâtiments incendiés. M. B.) aurait d'ailleurs été le seul à avoir lancé un feu d'artifices.

La demanderesse en déduit qu'il y a des présomptions graves, précises et concordantes que M. B.) « était l'auteur de celui qui avait lancé la fusée fatale ». Elle insiste sur le fait que M. R.) a déclaré au procès-verbal précité (page 7) « der Grossbrand wurde weder durch einen Kurzschluss noch durch einen überhitzten Ofen ausgelöst ».

Elle recherche la responsabilité de M. B.) sur base de l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil sinon sur base des articles 1382 et 1383 du même code.

Après avoir été informée que la menuiserie de M. M.) est exploitée sous forme de s.à r.l., la FABRIQUE a, par exploit du 17 juin 1999, donné assignation à la s.à r.l. Soc2.) à comparaître devant ce tribunal aux fins indiquées ci-dessus.

Elle recherche la responsabilité de la s.à r.l. Soc2.) principalement sur base des articles 1134 et suivants du code civil et subsidiairement sur base de l'article 1384 alinéa 1^{er} sinon des articles 1382 et 1383 du même code.

La FABRIQUE agit contre Soc4.) , assureur de M. M.) , respectivement de la s.à r.l. Soc2.) et contre Soc3) , assureur de M. B.) .

Dans ses conclusions du 23 août 1999 elle précise qu'elle exerce contre les assureurs l'action directe et qu'elle « vise plutôt l'assurance responsabilité civile sans cependant exclure l'assurance incendie ».

La FABRIQUE estime qu'au moment de l'incendie M. M.) avait la garde de l'immeuble dans lequel se trouvaient et furent détruits les quatorze tableaux.

Elle estime encore que M. M.) a en tout cas "aggravé l'incendie par son comportement".

La FABRIQUE recherche d'abord la responsabilité de la s.à r.l. Soc2.) sur base du contrat d'entreprise conclu entre parties. Elle invoque le contrat de dépôt accessoire et l'obligation du dépositaire de restituer la chose en bon état (article 1927 du code civil). La s.à r.l. Soc2.) devrait donc s'exonérer en rapportant la preuve d'une cause étrangère. Un incendie, même de cause inconnue, ne serait pas à considérer comme cas de force majeure.

La FABRIQUE estime, à titre subsidiaire, que la responsabilité de la s.à r.l. Soc2.) serait engagée sur base de l'article 1789 du code civil; le locateur d'ouvrage, tenu de restituer la chose reçue, ne pourrait s'exonérer de sa responsabilité que par la preuve de l'absence de faute.

A titre subsidiaire, la FABRIQUE recherche la responsabilité délictuelle de la s.à r.l. Soc2.) sur base de l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil respectivement sur base des articles 1382 et 1383 du même code .

A titre tout à fait subsidiaire, la FABRIQUE agit contre M. B.) et son assureur, sur base de l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil sinon 1382 et 1383 du même code.

Quant aux moyens soulevés à son encontre par Soc4.) .. la FABRIQUE fait valoir le observations suivantes:

L'article 2 alinéa 3 des conditions générales de la RC, invoqué par Sec 4.) ne serait pas applicable, alors que le dommage subi ne résulterait pas de fautes commises dans l'exécution du contrat .

La demanderesse estime que M. M.) et la s.à r.l. Sec 2.) n'avaient pas pris toutes les mesures nécessaires pour le cas d'incendie, de sorte que leur responsabilité contractuelle serait engagée sur base de l'inexécution de leur obligation de restitution.

L'article 7 alinéa b) ne saurait être appliqué sous peine de vider le contrat d'assurance de son objet.

L'article 4.7 des conditions spéciales de l'assurance contre l'incendie serait encore invoqué à tort.

Les paiements par Sec 4.) à M. M.) et à la s.à r.l. Sec 2.) ne sauraient être opposables à la victime, laquelle aurait droit à la réparation intégrale de son préjudice.

2. Les observations des parties défenderesses

a. M. B.) (rôle 61 271)

M. B.) conteste formellement la version des faits de Sec 1.) S.A. et surtout le fait qu'il serait à l'origine de l'incendie. Il reconnaît avoir tiré quelques feux d'artifice mais affirme que toutes ses fusées seraient parties dans la direction opposée à la menuiserie; l'incendie aurait une origine inconnue.

A défaut de preuve que l'incendie aurait été causé par un projectile et à défaut de preuve que M. B.) est à considérer comme gardien du projectile, la demande basée sur l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil serait à rejeter.

Le défendeur précise que M. R.) a déclaré au procès-verbal que "als wahrscheinliche Brandursache kommt ein abgebrannter Feuerwerkskörper, oder der Funkenflug beim Abfeuern der Feuerwerkskörper in Frage".

Même en admettant que l'incendie ait été causé par un projectile de feu d'artifice, il ne serait pas établi que ce projectile aurait été celui de M. B.) . Il invoque le témoignage de Mme G.) , laquelle a déclaré devant les agents de la force publique que "Die Feuerwerkskörper die B.) abgebrannt hatte fielen nicht aufs Dach der Schreinerei, respektiv flogen nicht durch das Fenster des Spritzraumes". Ce témoin aurait encore précisé que d'autres feux d'artifices ont été lancés dans le voisinage.

M. B.) conteste également que lors de l'appel téléphonique au secours de M. O.) , ce dernier aurait déclaré que l'incendie serait dû à une fusée tombée sur le toit. Il affirme qu'il

s'agirait par ailleurs d'une personne instable, sous contrôle psychiatrique, dont l'audition comme témoin ne serait pas autorisée.

M. B.) a, à titre subsidiaire, formulé une offre de preuve par témoins pour établir sa version des faits.

Au cas où il y aurait lieu à application de l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil, M. B.) entend s'exonérer de la présomption de responsabilité pesant sur lui en invoquant les fautes imprévisibles et irrésistibles de M. M.) :

le toit non étanche; l'accumulation de substances hautement inflammables dans des récipients dépourvus de couvercles; l'absence de porte ou d'armoire coupe-feu; le non-respect de la circulaire ITM-CL 42.1, articles 8, 9 et 10.

M. B.) conclut à son exonération totale sinon à un partage de responsabilités largement en sa faveur.

Il invoque à ce sujet le procès-verbal qui retient que "Der vorbeugende Brandschutz in diesem Betrieb war vernachlässigt worden. Ferner hätte eine Brandabschnittseinteilung sowie ein geschützter Raum für die Lagerung der brennbaren Flüssigkeiten den Schaden auf ein Minimum reduzieren können."

A défaut de preuve d'une faute dans le chef de M. B.), la demande subsidiaire basée sur les articles 1382 et 1383 du code civil serait également à rejeter.

Finalement, M. B.) conteste les montants réclamés par SCC 1.) S.A. et notamment la TVA.

b. M. M.) et la s.à r.l. SCC 2.) (rôles 61 233 et 61 271)

Dans leurs conclusions notifiées les 2 mars 1998 et 30 novembre 1999, les deux parties défenderesses contestent être en relations contractuelles avec SCC 1.) S.A. Elles concluent partant au rejet de la demande de SCC 1.) S.A. basée sur la responsabilité contractuelle.

Les parties défenderesses estiment que la s.à r.l. SCC 2.) aurait conclu un contrat de rénovation de dix portes avec M. et Mme H.) -K.) .

Au fond, elles concluent au rejet de la demande au motif que l'incendie serait dû à une faute de M. B.) . Les parties défenderesses invoquent à ce sujet l'appel de M. O.) un des invités de M. B.) , qui a déclaré auprès des sapeurs pompiers qu'une fusée avait atterri sur le toit de la menuiserie.

M. M.) ne conclut pas quant à la recevabilité de la demande basée sur la responsabilité délictuelle, formée contre lui en cours d'instance, par conclusions du 29 septembre 1998. Il a partant accepté le débat sur cette base qui sera examinée ci-dessous.

c. M. B.) et Scc3) (rôle 63 121 et 64 830)

Les parties défenderesses contestent formellement la version des faits de la FABRIQUE.

Elles reconnaissent que dans la nuit du 31 décembre 1996 un incendie a ravagé la menuiserie exploitée par M. M.) et appartenant à Mme A.), veuve J.)

M. B.) a, en respectant toutes les consignes de sécurité, tiré vers minuit quelques feux d'artifices en se plaçant au milieu de la chaussée mais toutes ces fusées seraient parties dans la direction opposée à la menuiserie. M. B.) conteste formellement qu'une de ses fusées aurait, en atterrissant sur le toit de la menuiserie, été à l'origine de l'incendie.

Les agents de la force publique et les experts auraient d'ailleurs conclu à une cause inconnue de l'incendie. Leur rapport ne permettrait pas de déterminer où le feu s'est déclaré, ni à fortiori l'origine de celui-ci. En tout état de cause, M. B.) conteste avoir été gardien du projectile ayant prétendument causé l'incendie ou avoir commis une faute en relation causale avec celui-ci.

Il indique que l'appel au secours d'un de ses invités, M. O.) vers 00.07 heures et qui a été enregistré, n'a pas été divulgué de sorte qu'on ignorerait les mots exacts employés par ce dernier.

A titre subsidiaire, au cas où une responsabilité serait retenue à son encontre, M. B.) entend s'exonérer par la faute de M. M.) consistant notamment dans l'absence d'observation de la procédure de commodo-incommodo et des conditions d'exploitation de la menuiserie.

d. M. M.) et la s.à r.l. Scc2.) (rôles 63 121 et 64 830)

Les parties défenderesses maintiennent les moyens développés ci-dessus dans les deux autres rôles. Elles estiment que M. M.) serait à mettre hors cause pour défaut de relations contractuelles avec la FABRIQUE. Par ailleurs, et à défaut d'indication de quel objet M. M.) aurait eu la garde, la demande dirigée contre lui, basée sur l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil, serait irrecevable.

M. M.) n'aurait par ailleurs commis aucune faute ou négligence, de sorte que la demande basée sur les articles 1382 et 1383 serait également non fondée.

La s.à r.l. (Soc.2.) , tout en reconnaissant l'existence des relations contractuelles avec la FABRIQUE, soutient ignorer la nature de l'inexécution qui lui est reprochée. L'article 1789 du code civil ne mettrait le risque de la perte de la chose à charge de l'entrepreneur que si celui-ci a commis une faute. En l'espèce, il serait établi que l'incendie aurait pour origine une fusée de feu d'artifice, de sorte qu'aucune faute en relation causale avec l'incendie ne pourrait être reprochée à la s.à r.l. (Soc.2.) . Cette fusée serait la cause exclusive de l'incendie. La propagation rapide du feu s'expliquerait par le fait que les pompiers n'avaient qu'un récipient de 2000 litres d'eau et que les bouches d'incendie sur place n'ont pu être dégelées qu'au bout de 45 minutes.

Les bases subsidiaires invoquées à l'encontre de la s.à r.l. (Soc.2.) (l'article 1384 alinéa 1^{er} et les articles 1382 et 1383 du code civil) seraient irrecevables, alors que les parties seraient en relations contractuelles.

e. Soc.4.) (rôle 63 121)

(Soc.4.) fait d'abord valoir qu'il n'est pas l'assureur de M. M.) mais qu'il assure l' (Soc.2.) s.à r.l., non assigné, dans ce rôle. Une éventuelle faute de M. M.) ne saurait partant engager la responsabilité du (Soc.4.).

Il conteste redevoir une couverture pour autant que la responsabilité personnelle de M. M.) est en jeu.

(Soc.4.) soutient encore que l'assignation du 24 août 1998 ne précise pas la base légale en vertu de laquelle sa responsabilité est recherchée. Or, en matière de responsabilité civile, la cause de l'action ne serait pas le fait dommageable mais le texte légal; l'assignation serait donc irrecevable.

Par ailleurs, la demande serait également à déclarer irrecevable pour manque de précision dans le chef de la demanderesse, laquelle omettrait d'indiquer si elle fait appel à une couverture responsabilité civile, si elle exerce une action directe ou si elle se prévaut de la couverture incendie.

A titre subsidiaire et quant au fond (Soc.4.) expose que l'incendie a été provoqué par une fusée tombant à travers le toit; ce fait constituerait pour le menuisier un cas de force majeure de nature à l'exonérer de toute responsabilité. Le menuisier n'aurait par ailleurs pas commis de faute en l'espèce.

Le fait qu'une autorisation de commodo-incommodo n'avait pas été sollicitée par la s.à r.l. (Soc.2.) ne serait pas en relation causale avec l'accident.

Soc4.) conteste également devoir une couverture à la s.à r.l. Soc2.)
tant du chef de l'assurance responsabilité civile générale n° (...) que du
chef de la police d'assurance RC Exploitation.

La couverture serait exclue aux termes de l'article 2 alinéa 3 et de l'article 7 alinéa 6 des conditions générales (RCG 171). Les dommages causés par le feu aux objets confiés contractuellement à l'entrepreneur dans le cadre d'une activité professionnelle resteraient donc exclus de l'assurance. Une dérogation à l'article 7.6 n'aurait pas été convenue. Il suffirait de constater que les objets ont été confiés au menuisier et détenus par celui-ci pour exclure la couverture.

Le plafond de couverture RC pour les dégâts matériels a été fixé à 2.354.844.- francs (indice 507.94) pour les dommages matériels et ce montant serait opposable aux victimes.

Quant à l'assurance incendie, Soc4.) fait valoir que les victimes ne disposeraient pas d'une action directe contre l'assureur, le bénéfice de cette police ne pouvant être réclaté que par l'assuré. Le recours de la victime sur base de la garantie incendie serait donc irrecevable.

Par ailleurs en vertu de l'assurance incendie n° (...) , souscrite par la s.à r.l. Soc2.) , tous les recours de tiers ayant une base contractuelle seraient exclus en application de l'article 4 alinéa 7 des conditions spéciales (CBG / 189 p.8).

Le recours de tiers contre l'assuré ne serait assuré que s'il est fondé sur les articles 1382 à 1384 du code civil. Comme le recours de la FABRIQUE est, en l'espèce, exercé sur la base contractuelle, Soc4.) affirme ne pas devoir une garantie.

Pour autant qu'une indemnisation serait recherchée sur base de la couverture « marchandises assurées » (conditions CBG / 189 article 4.2.c. et conditions particulières sub garanties accordées, p 4), Soc4.) affirme que les biens ne seraient assurés que pour les montants déclarés par le preneur d'assurance (article 6 des conditions générales de la police incendie), donc en l'espèce 1.359.262.- francs. Soc4.) aurait déjà réglé à la s.à r.l. Soc2.) la somme de 1.264.066.- francs, de sorte qu'il ne resterait qu'un solde de 95.196.- francs.

L'assuré de la société Soc4.) invoque à son tour les conditions particulières du contrat d'assurance qui prévoient à la page 2, alinéa 3, que « la garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le preneur d'assurance peut encourir à la suite de dommage matériel causé aux tiers par feu ».

Il y aurait donc couverture en l'espèce.

3. Les actions reconventionnelles ou récursoires

a. L'action en garantie du SCC4) contre M. B.) et SCC3)

SCC4.) conclut à être tenu quitte et indemne, de toute condamnation pouvant être prononcée à sa charge, par M. B.) et son assureur; ceux-ci seraient tenus principalement sur base de l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil pour avoir eu la garde des projectiles incendiaires et subsidiairement sur base des articles 1382 et 1383 du même code en raison des fautes d'imprudence commises par M. B.)

Il exerce l'action directe légale à l'encontre de SCC3.)

b. La demande reconventionnelle de M. M.) et de la s.à r.l. SCC2.)
contre M. B.) et SCC3)

Dans leurs conclusions des 30 novembre et 1^{er} décembre 1999, les défendeurs M.) et s.à r.l. SCC2.) ont, pour le cas où leur responsabilité serait engagée, formulé une action récursoire à l'encontre de M. B.) et la compagnie d'assurances SCC3)

Ils basent leur action principalement sur l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil et subsidiairement sur les articles 1382 et 1383 du même code.

Ils exercent l'action directe légale à l'encontre de SCC3.)

Les demandeurs sur reconvention demandent la condamnation solidaire de M. B.) et de SCC3) à les tenir quittes et indemnes de toute, sinon d'une large part, de condamnation qui pourrait être prononcée à leur encontre.

Ils estiment que M. B.) est à considérer comme le gardien de la fusée litigieuse et formulent à ce sujet une offre de preuve par audition de témoins. Les demandeurs sur reconvention affirment qu'au cas où plusieurs personnes ont tiré des feux d'artifices, il y a lieu d'appliquer la notion de garde commune pour retenir la responsabilité pour le tout de M. B.) indépendamment de savoir si c'est sa fusée qui a provoqué l'incendie ou non.

Ils formulent encore une offre de preuve pour établir l'existence de fautes dans le chef de M. B.) sur base des articles 1382 et 1383 du code civil.

Les demandeurs sur reconvention estiment que le fait de lancer des fusées en plein village dans une rue étroite à côté d'une menuiserie serait à considérer comme une faute ou une grave imprudence. Ils formulent également à ce sujet une offre de preuve par témoins.

M. B.) affirme que seule la victime peut invoquer l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil, l'action récursoire serait donc irrecevable sur cette base. Elle serait encore mal fondée, la notion de garde commune ne s'appliquant pas en l'espèce, l'élément du groupe de personnes dont l'identité de tous est connue faisant défaut.

Les articles 1382 et 1383 du code civil ne sauraient s'appliquer, alors que M. B.) n'aurait pas commis de faute.

M. B.) et Soc3.) concluent au rejet de toutes les offres de preuve adverses qui seraient d'ores et déjà contredites par les éléments de la cause.

L'action récursoire de la s.à r.l. Soc2.) serait à déclarer irrecevable, alors que cette société n'est pas partie à l'instance introduite à l'encontre de M. B.)

c. La demande reconventionnelle subsidiaire de la s.à r.l. Soc2.) à l'encontre du Soc4.)

Pour le cas où l'action reconventionnelle de M. M.) et de la s.à r.l. Soc2.) ne devrait pas aboutir, la s.à r.l. Soc2.) a formulé une demande reconventionnelle contre Soc4.) sur base des deux contrats d'assurances qu'elle a souscrits, à savoir :

- responsabilité civile générale
- incendie et pertes d'exploitation

Soc4.) conclut à l'irrecevabilité de cette demande pour manque de précision. Au fond, il conclut au rejet de la demande alors que la responsabilité de la s.à r.l. Soc2.) ne serait pas engagée.

d. La demande reconventionnelle de M. B.) contre M. M.) et la s.à r.l. Soc2.) et son assureur

Dans ses conclusions du 6 décembre 1999, M. B.) a, pour le cas où sa responsabilité devrait être retenue, formulé une action récursoire à l'encontre de M. M.) respectivement la s.à r.l. Soc2.) et son assureur, sur base des articles 1382 et 1383 du code civil et sur les dispositions de l'action directe légale, à le tenir quitte et indemne de toute condamnation, sinon à instaurer un partage de responsabilités largement en sa faveur.

Le demandeur sur reconvention indique que le rapport de l'inspection cantonale dispose que "der vorbeugende Brandschutz in diesem Betrieb war vernachlässigt worden. Ferner hätte eine Brandabschnittseinteilung sowie ein geschützter Raum für die Lagerung der brennbaren Flüssigkeiten den Schaden auf ein Minimum reduzieren können".

e. L'action récursoire du Soc4.) contre M. M.)

Soc4.) , dans ses conclusions du 15 mars 2000, exerce une action récursoire contre M. M.) dans la mesure où une faute personnelle de celui-ci aurait contribué à la genèse du sinistre et à la propagation du feu et demande à être tenu quitte et indemne de toute condamnation par M. M.) pour la part de responsabilité lui incombant.

4. En droit

a. la recevabilité des assignations des 24 août 1998 et 17 juin 1999

Les défendeurs ont soulevé divers moyens d'irrecevabilité à l'encontre de la demande dirigée contre eux par la FABRIQUE :

- le défaut d'indication de base légale (assignation du 24 août 1998)

Soc4.) affirme que l'assignation du 24 août 1998 ne précise pas de base légale en vertu de laquelle sa responsabilité est recherchée.

Aucune disposition légale n'exige que le demandeur énonce les textes de loi sur lesquels il entend baser sa demande. Une qualification de la demande n'est pas exigée, l'exposé des moyens étant suffisant.

Ces critères sont également applicables en matière de responsabilité civile (Trib. d'arr. Lux, 8^e, 23 avril 1986).

Dans l'exploit du 24 août 1998, la responsabilité du Soc4.) est recherchée en sa qualité d'assureur de M. M.) , assigné sur base des articles 1134 et suivants, 1384 alinéa 1 respectivement 1382 et 1383 du code civil.

Il ressort de l'exploit du 17 juin 1999 dirigé uniquement contre la s.à r.l. Soc2.) , mais dans lequel la demanderesse conclut à une condamnation solidaire, sinon in solidum, sinon individuelle, de la s.à r.l. Soc2.) avec les parties assignées suivant exploit du 24 août 1998, que la responsabilité du Soc4.) est implicitement également recherchée en tant qu'assureur de la s.à r.l. Soc2.) .

Le demandeur n'a pas besoin de préciser davantage sa demande dirigée contre Soc4.) .

Le moyen soulevé à l'encontre de l'exploit du 24 août 1998, qui laisse d'être fondé, est donc à rejeter.

- le contrat judiciaire

Par conclusions du 25 février 2000, les défendeurs B.) et Soc3.) invoquent le contrat judiciaire formé par l'assignation du 24 août 1998. Ils estiment que cette assignation aux termes de laquelle leur responsabilité est uniquement recherchée sur base des articles 1382 et 1383 du code civil lierait les parties et la demande de la FABRIQUE ne saurait être étendue en cours d'instance contre M. B.) sur base de l'article 1384 alinéa 1^{er}.

La FABRIQUE affirme que ce moyen aurait été soulevé tardivement par Maître SCHILTZ à savoir après conclusions au fond sur l'applicabilité de l'article 1384 alinéa 1^{er}.

De toute façon, une partie pourrait, en matière de responsabilité, élargir son action et le juge pourrait requalifier celle-ci. Le fait d'étendre une action, déjà qualifiée de délictuelle et basée sur les articles 1382 et 1383 du code civil, à l'article 1384 ne saurait partant violer le principe de l'immutabilité du litige.

Il est établi au vu de l'assignation que la responsabilité de M. B.) et de son assureur est recherchée uniquement sur base des articles 1382 et 1383 du code civil. Il ressort cependant des conclusions du 6 décembre 1999 de Maître SCHILTZ que sa partie a accepté le débat sur base de l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil. Par ailleurs, il y a lieu de préciser que tant l'article 1384 alinéa 1^{er}, invoqué à titre principal, en cours d'instance, que les articles 1382 et 1383 du code civil, invoqués à titre subsidiaire, participent au régime de la responsabilité délictuelle, de sorte que la modification de la base légale de la demande en cours d'instance ne change ni la nature juridique, ni le caractère de la responsabilité délictuelle invoquée.

Le moyen soulevé, qui laisse d'être fondée, est partant à écarter.

- le libellé obscur:

M. M.) et la s.à r.l. Soc2.) concluent à l'irrecevabilité des demandes adverses au motif que tant l'assignation du 24 août 1998, signifiée à M. M.) que celle du 17 juin 1999, signifiée à la s.à r.l. Soc2.), seraient entachées d'un libellé obscur. La demanderesse n'aurait en effet pas indiqué de façon claire et précise ses prétentions et ni désigné les circonstances de fait qui forment la base de sa demande. L'indication de l'article 1134 du code civil, sans précision du contrat exact visé, serait insuffisante.

La FABRIQUE conclut au rejet de ce moyen au motif que l'exploit remplit toutes les exigences légales.

Il ne serait pas nécessaire d'indiquer l'article exact, du moment que le demandeur aurait précisé la cause de l'assignation, c'est-à-dire en l'espèce la base délictuelle ou contractuelle.

L'exploit serait suffisamment précis.

C'est aux juges du fond qu'il appartient d'apprécier souverainement si un libellé donné est suffisamment explicite.

Le demandeur n'est point assujéti à spécifier nominativement l'action qu'il exerce mais il faut que la demande soit claire et précise en ce sens que le défendeur ne puisse se méprendre sur la portée de l'action dirigée contre lui.

En l'occurrence les termes des deux exploits des 24 août 1998 et 17 juin 1999 sont clairs et ont permis, d'une part aux parties défenderesses de savoir ce qui leur était réclamé et pourquoi il l'était et, d'autre part, au tribunal de qualifier cette demande en une demande en dédommagement suite à un incendie dont la FABRIQUE attribue la responsabilité aux parties défenderesses. La partie demanderesse a encore indiqué toutes les bases légales invoquées, à savoir les articles 1134 et suivants, l'article 1384 alinéa 1^{er} et les articles 1382 et 1383 du code civil.

Le moyen du libellé obscur, non fondé, est donc à rejeter.

b. la qualité à agir de Scc 1.) S.A. (rôles 61 233 et 61 271)

M. M.) et la s.à r.l. Scc 2.) nient l'existence de toute relation contractuelle avec Scc 1.) S.A. Ils lui dénieent donc la qualité à agir. Ils font valoir que la s.à r.l. Scc 2.) aurait conclu un contrat portant sur la rénovation de dix portes avec M. et Mme H.) .

La demanderesse Scc 1.) S.A., suite à la négation de relations contractuelles par les parties M.) et la s.à r.l. Scc 2.) , fait valoir que la société Scc 1.) S.A. est le propriétaire d'un immeuble (et donc des portes y incorporées) et que M. H.) , administrateur de cette société, est locataire des lieux, de sorte que M. H.) s'est occupé de la remise des portes et de la commande de leur rénovation. Le fait que M. M.) a facturé les portes à M. H.) serait sans pertinence, alors que les portes à rénover proviendraient de l'immeuble appartenant à Scc 1.) S.A. Celle-ci en aurait d'ailleurs, le 31 janvier 1997, payé le prix par compensation de loyers dus par M. H.) .

M. H.) n'aurait agi qu'en tant que mandataire de Scc 1.) S.A. en remettant les portes à M. M.) .

Scc 1.) S.A. offre de rapporter la preuve de sa version des faits, par l'audition de témoins.

Dans des conclusions postérieures, elle offre de prouver qu'elle est propriétaire des portes par l'audition de témoins.

A titre subsidiaire, elle invoque la cession de créance, la subrogation ou la délégation parfaite sinon imparfaite pour en déduire que sa demande, basée sur la responsabilité contractuelle à l'encontre de la s.à r.l. Scc 2.) est recevable.

La qualité pour agir se définit comme étant la faculté légale d'agir en justice, et par suite, le titre auquel on figure dans un acte juridique ou dans un procès. Ont seuls qualité pour agir, le propriétaire du droit litigieux, son mandataire légal ou conventionnel, ou ses créanciers.

Celui qui se prétend personnellement titulaire d'un droit propre a, en principe, qualité pour le défendre. Il a alors un intérêt personnel à agir en justice et donc qualité pour le faire (Rép. pr. civ. Dalloz, v° Action, n° 109 et s.; CSJ 21.11.1995, n° du rôle 15696).

Il n'est pas contesté que les portes proviennent d'un immeuble sis à (...) lequel est pris en location par M. et Mme H.) -K.) (cf. conclusions de M. M.) et de la s.à r.l. Soc 2.) du 30 novembre 1999). Il est encore établi au vu des pièces que cet immeuble appartient à Soc 1.) S.A. Celle-ci a donc qualité pour demander l'indemnisation du dommage lui accru suite à la destruction de ses portes dans l'incendie du 1^{er} janvier 1997.

Le moyen soulevé à l'encontre de Soc 1.) S.A. est donc à rejeter comme n'étant pas fondé.

c. la recevabilité de l'assignation du 31 octobre 1997 dirigée par Soc 1.) S.A. contre M. M.)

Dans le cadre de cette demande, la responsabilité de M. M.) est recherchée sur la base contractuelle et notamment sur base de l'article 1789 du code civil.

Le défendeur conteste toute relation contractuelle avec Soc 1.) S.A.

Il explique qu'il est le gérant de la s.à r.l. Soc 2.) qui exploitait à l'époque des faits la menuiserie. Il reconnaît encore que la s.à r.l. Soc 2.) s'était vue confier quelques jours avant Noël 1996, par M et Mme H.) -K.), les portes litigieuses.

Ils ont commandé des portes de rechange et ont payé la facture sous réserve d'un solde.

Aucun contrat ne s'étant formé avec M. M.) la demande dirigée contre lui est irrecevable sur la base contractuelle.

Contrairement aux affirmations des défendeurs, Soc 1.) S.A. a cependant également basé sa demande contre M. M.) sur la responsabilité délictuelle (cf. conclusions du 29 septembre 1998).

La recevabilité de cette demande n'ayant pas été contestée par M. M.) , lequel a accepté le débat sur cette base des articles 1382 et 1383, cette demande est recevable.

Le bien-fondé de cette demande est analysé ci-dessous sub articles 1382 et 1383.

e. les relations avec la FABRIQUE

Dans ses conclusions du 1^{er} décembre 1999, la s.à r.l. (Scc2.) reconnaît qu'elle s'est vue confier par la FABRIQUE les quatorze représentations en vue de leur rénovation.

Il est dès lors établi que le contrat d'entreprise relatif à la rénovation a été conclu entre la s.à r.l. (Scc2.) et la FABRIQUE.

f. les diverses bases légales invoquées à l'appui des demandes :

- l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil

° la garde de la fusée

Au cours de l'enquête diligentée par la gendarmerie de Bettembourg, il a été établi que M. O.) a appelé le 112 et a déclaré que l'incendie de la menuiserie a été déclenché par une fusée de feu d'artifice.

Il ressort en effet du PV n° 001 / 97 de la gendarmerie de Bettembourg du 1^{er} janvier 1997 (page 6) que:

«Die Notrufzentrale 112 wurde am 1. Januar 1997, gegen 00 Uhr 6 Minuten und 45 Sekunden seitens O.) ... über das ausgebrochene Schadensfeuer in Kenntnis gesetzt.

O.) teilte dem diensttuenden Beamten mit, dass das Schadensfeuer durch einen abgebrannten Feuerwerkskörper ausgebrochen sei ».

Il est encore constant que dans la nuit du 31 décembre 1996 au 1^{er} janvier 1997, M. B.) a tiré plusieurs fusées d'un feu d'artifice juste en face de la menuiserie, dans la rue (...).

L'enquête a également permis d'établir que l'incendie n'est dû ni à un court-circuit, ni à un poêle surchauffé. Les agents ont acté que l'incendie est probablement dû à une fusée de feu d'artifice tombée dans l'interstice entre deux murs de la menuiserie.

Des restes d'emballage d'une fusée furent retrouvés sur le toit de la menuiserie; cette fusée était du même type que celles employées par M. B.), qui ne sont pas vendues au Luxembourg.

Suite aux déclarations de M. B.) et de Mme G.) que d'autres personnes auraient lancé des fusées dans le voisinage, les agents de la gendarmerie ont enquêté dans le

voisinage. Ils ont découvert que tous les voisins de M. B.) étaient absents de leur domicile lors de l'incendie à l'exception d'une vieille dame. Par ailleurs, les seuls restes de fusées trouvés dans les environs correspondaient à celles lancées par M. B.) . Il ressort dudit procès-verbal que :

" Nachdem B.) uns erklärt hatte, dass noch andere Personen aus der rue (...) Feuerwerkskörper abgefeuert hätten, untersuchten wir die unmittelbare Gegend nach abgefeuerten Feuerwerkskörpern ab. Die einzigen abgebrannten Feuerwerkskörper die wir vorfanden, lagen an dem Ort wo B.) seine Feuerwerkskörper abgefeuert hatte.

Ferner klingelten wir bei den anderen Anrainern der rue (...) um eventuelle zweckdienliche Hinweise zu erhalten. Ausser einer älteren portugiesischen Frau, die direkt neben der Schreinerei wohnt, konnte niemand angetroffen werden. Die meisten Personen weilten bei Bekannten oder hatten eine Veranstaltung in Remich besucht ".

La présomption de responsabilité, prévue par l'article 1384 alinéa 1^{er}, ne vise que le dommage causé par la chose que l'on a sous sa garde. L'application de cet article, suppose, avant tout, rapportée par la victime, la preuve que la chose a été , en quelque manière et ne fût-ce que pour partie, l'instrument du dommage (Cass. fr., civ. 2e, 29 mars 1971, JCP 1972, II, 17086).

L'intervention d'une fusée étant établie au vu des développements ci-dessus, de même que le fait que M. B.) a été le seul habitant de la rue (...) à tirer un feu d'artifice, M. B.) est donc à considérer comme gardien de la fusée ayant été à l'origine de l'incendie.

En effet, la fusée du feu d'artifice est livrée entièrement inerte. Son maniement est laissé à son utilisateur qui en devient le gardien. La fusée développe lors de son utilisation un dynamisme propre capable de se manifester dangereusement.

M. B.) a, en l'espèce, exercé sur la fusée qu'il manipulait les pouvoirs qui caractérisent la garde.

Les demandes formées contre lui par la S.A.) S.A et la FABRIQUE sont donc fondées sur base de l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil.

Il lui appartient de s'exonérer de la présomption de responsabilité qui pèse sur lui. Il invoque les fautes imprévisibles et irrésistibles de M. M.) (cf. conclusions de M. B.) du 12 novembre 1999) respectivement de la s.à r.l. S.A.) (cf. conclusions de M. B.) du 6 décembre 1999).

Or, la présomption de responsabilité ne peut-être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère qui n'est pas imputable au gardien. Il ne suffit pas de prouver que le gardien n'a commis aucune faute ou que la cause du fait dommageable est demeurée inconnue (Cass. fr., civ. 2e. 20 juillet 1981, JCP 1982, II, 19848).

Le gardien de la chose qui a été l'instrument du dommage, hormis les cas où il établit un évènement de force majeure totalement exonératoire ou une faute de la victime, est tenu dans ses rapports avec cette dernière, à réparation intégrale, sauf son recours contre le tiers qui aurait concouru à la production du dommage.

Dans ses rapports avec *Sec 1.)* S.A et la FABRIQUE, M. B.) ne peut partant pas invoquer des fautes éventuellement commises par M. M.) ou la s.à r.l. *Sec 2.)* ; à moins que ces fautes présentent les caractéristiques de la force majeure. Le cas échéant, il est tenu à réparer intégralement leurs dommages.

Le moyen d'exonération basé sur une faute présentant les caractéristiques de la force majeure, commise par M. M.) est à rejeter, étant donné que M. M.) n'a agi qu'en tant que gérant de la s.à r.l. *Sec 2.)* . Même en admettant qu'il ait commis des fautes, il n'a agi qu'en sa qualité de représentant de la s.à r.l. *Sec 2.)* , de sorte qu'une telle faute ne serait à retenir que dans le chef de la s.à r.l. *Sec 2.)* .

M. B.) entend encore s'exonérer par la preuve d'une faute de la s.à r.l. *Sec 2.)* consistant dans l'omission d'avoir demandé l'autorisation de commodo-incommodo et dans les conditions dans lesquelles la menuiserie était exploitée.

Les éventuelles fautes commises par la s.à r.l. *Sec 2.)* ne présentent cependant pas les caractères d'imprévisibilité et d'irrésistibilité de nature à exonérer M. B.)

La preuve d'un cas de force majeure exonère le gardien, étant donné qu'elle établit que le dommage a une cause primaire autre que celle attribuée au gardien.

Elle tend partant à établir que l'objet sous la garde du défendeur bien qu'ayant contribué à la réalisation du dommage, n'en est pas la cause primordiale.

En l'espèce, il est cependant constant que sans la fusée sous la garde de M. B.) l'incendie n'aurait pu se déclarer, même en admettant les fautes de la s.à r.l. *Sec 2.)* .

M. B.) , à défaut d'avoir rapporté la preuve que les fautes éventuellement commises par la s.à r.l. *Sec 2.)* présentent les caractéristiques de la force majeure n'a pas réussi à s'exonérer de la présomption de responsabilité pesant sur lui.

Il est partant tenu à indemnisation intégrale des victimes, *Sec 1.)* S.A et la FABRIQUE.

° la garde de l'immeuble

La FABRIQUE recherche la responsabilité de M. M.) , à titre subsidiaire et pour le cas où la demande principale, examinée ci-dessous, basée sur les articles 1134 et suivants du code civil ne serait pas accueillie, sur base de l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil en tant que gardien de l'immeuble dans lequel se trouvaient et furent détruits les tableaux litigieux au moment de l'incendie.

M. M.) conteste cette garde.

Il est constant que l'immeuble n'est pas intervenu causalement dans la production du dommage.

La demande de la FABRIQUE est donc à rejeter comme n'étant pas fondée.

- l'article 1789 du code civil

Sec.1.) S.A a basé ses demandes principales contre M. M.) et la s.à r.l.
Sec.2.) sur les dispositions de l'article 1789 du code civil. Les parties défenderesses ont
conclu au rejet de cette demande

Cet article dispose que "dans le cas où l'ouvrier fournit seulement son travail ou son industrie, si la chose vient à périr, l'ouvrier n'est tenu que de sa faute".

Il résulte de cet article que le locateur d'ouvrage, débiteur des objets qui lui ont été confiés, n'est libéré qu'en établissant que ceux-ci ont péri sans sa faute.

Les défendeurs estiment que l'incendie ayant été causé par une fusée de M. B.) ils se
seraient exonérés de la présomption de responsabilité simple pesant sur eux. Aucune faute en
relation causale avec l'incendie ne pourrait être reprochée à M. M.) ou à la
s.à r.l. Sec.2.) , alors que l'incendie a été causé par une cause étrangère à savoir la fusée de
M. B.)

La destruction complète de l'atelier serait également due aux basses températures et au fait que les bouches d'incendie étaient gelées. L'ampleur des dégâts serait due à ces faits et non à l'absence d'autorisation de commodo-incommodo.

Ces faits sont offerts en preuve par audition de témoins.

° la demande dirigée par Sec.1.) S.A. contre M. M.) sur base de l'article
1789 du code civil

Il ressort des développements ci-dessus sub 4.b que le contrat de restauration des dix portes anciennes a été conclu entre Sec.1.) S.A et la s.à r.l. Sec.2.) , de sorte que la demande basée sur l'article 1789 du code civil est à rejeter pour autant qu'elle est dirigée contre M. M.) , lequel n'a agi qu'en sa qualité de gérant de la s.à r.l. Sec.2.) et pour le compte de celle-ci. Or, le gérant d'une s.à r.l. ne saurait être reconnu comme étant personnellement responsable des fautes commises éventuellement par la société.

° la demande dirigée par Sec.1.) S.A. contre la s.à r.l. Sec.2.) sur base de l'article 1789 du code civil

Le locateur d'ouvrage est tenu de restituer la chose reçue et ne peut s'exonérer de sa responsabilité que par la preuve de l'absence de faute (Cass. fr., civ 1e, 14 mai 1991: Bull. civ. I, n° 153). Dès lors que la perte des marchandises confiées pour restauration est due à un incendie et que les mesures de protection normale contre un tel incendie n'avaient pas été prises, la faute de l'entrepreneur est établie (Cass. fr., civ 1e, 24 mars 1993, Gaz. Pal. 1994. 1. Somm. 133).

En l'espèce, il ressort du PV n° 001 / 97 de la gendarmerie de Bettembourg du 1^{er} janvier 1997 que :

« Zwischen diesen beiden Dächern (der Schreinerei) besteht ein schmaler Spalt der nicht ganz abgedichtet werden konnte.

Im Spritzraum befinden sich mehrere Regale mit unzähligen Töpfen und Behältern mit den unterschiedlichsten brennbaren Flüssigkeiten wie Lacke, Firnisse, Beizen und Lösungsmittel. Diese brennbaren Flüssigkeiten befanden sich in teilweise offenen Behältern.

In der gesamten Schreinerei war keine Brandabschnittseinteilung vorhanden und die leicht brennbaren Flüssigkeiten wurden in keinem geschützten Raum aufbewahrt ».

M. R.) , inspecteur cantonal des sapeurs pompiers, a déclaré au PV n° 001 / 97 précité, que:

«Der Grossbrand wurde weder durch einen Kurzschluss noch durch einen überhitzten Ofen ausgelöst.

Anhand der aufgefundenen Schmauchspuren wurde das Feuer an der Regalwand im Spritzraum entzündet. Als wahrscheinliche Brandursache kommt ein abgebrannter Feuerwerkskörper in Frage. Zwischen dem Satteldach des Spritzraumes und dem Schrägdach des Holzlagers befindet sich ein Spalt. Unter diesem Spalt befand sich diese Regalwand mit den brennbaren Flüssigkeiten die teilweise in offenen Behältern gelagert wurden.

Der vorbeugende Brandschutz in diesem Betrieb war vernachlässigt worden. Ferner hätte eine Brandabschnittseinteilung sowie ein geschützter Raum für die Lagerung der brennbaren Flüssigkeiten den Schaden auf ein Minimum reduzieren können ».

Il s'ensuit que la s.à r.l. Sec.2.) , en omettant notamment d'installer des portes coupe-feu et de réparer le toit non étanche, ainsi qu'en conservant des matières et liquides inflammables dans des récipients non fermés, sur une étagère non autrement protégée, n'a pas pris les mesures de protection normale contre un incendie, de sorte que sa responsabilité est engagée.

La demande de (Soc.1.) S.A contre la s.à r.l. (Soc2.) est fondée sur base de l'article 1789 du code civil.

La demande de la FABRIQUE contre la s.à r.l. (Soc2.) sur base de l'article 1789 du code civil n'a été formulée qu'à titre subsidiaire, de sorte qu'elle n'est pas à examiner, eu égard au sort réservé à la demande principale, basée sur les articles 1134 et suivants, respectivement 1927 du code civil, examinée ci-dessous.

- l'article 1927 du code civil

La FABRIQUE recherche la responsabilité de la s.à r.l. (Soc2.) principalement sur base des articles 1134 et suivants du code civil en raison du contrat d'entreprise conclu entre elles.

En cours d'instance, la demanderesse a précisé que la responsabilité contractuelle de la défenderesse est recherchée du fait de l'inexécution de son obligation accessoire de restitution.

Dans leurs conclusions du 15 juin 2000, M. M.) et la s.à r.l. (Soc2.) contestent que les parties aient conclu un contrat de dépôt.

Il ressort des développements ci-dessus qu'il n'y a pas de relations contractuelles entre la FABRIQUE et M. M.) , de sorte que la demande contre ce dernier est à rejeter sur cette base.

Il ressort des éléments de la cause que les quatorze représentations du chemin de la croix ont fait l'objet d'un contrat de louage en même temps que d'un contrat de dépôt , lesdits objets ayant, pour être réparés, dû être laissés pendant le temps nécessaire aux réparations, à la s.à r.l. (Soc2.) qui en a ainsi reçu le dépôt (Cour, 6 janvier 1999, rôle 21 110; Cass. n° 70 / 99 du 16 décembre 1999).

Le contrat de dépôt se définit aux termes de l'article 1915 du code civil comme étant l'acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à charge de la garder et de la restituer en nature.

A la fin du dépôt, le dépositaire a l'obligation de restituer la chose à la demande du déposant.

Le dépositaire doit ainsi se charger de la surveillance de la chose donnée en dépôt et veiller à sa conservation, c'est-à-dire prendre les mesures qui s'imposent pour éviter qu'elle ne se dégrade, dépérisse ou disparaisse, tel qu'en l'espèce par l'incendie.

Les obligations tant de garde que de restitution à charge du dépositaire ont la nature d'une obligation de moyens. Selon l'article 1927 du code civil, le dépositaire doit en effet, lorsqu'il s'agit comme en l'espèce d'un dépôt gratuit, apporter dans la garde de la chose les mêmes soins que ceux qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent, cette diligence étant appréciée in concreto.

Le code civil fait également de l'obligation de restitution une obligation de moyens, en ce qu'il prévoit en son article 1933 que le dépositaire échappe à l'imputabilité des dégradations ou perte subies par la chose, dès lors qu'il n'a pas commis de faute dans l'exécution de son contrat.

Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations qui ne sont pas survenues par son fait, sont à charge du déposant. Le non-restituant est présumé en faute pour ne pas avoir fourni la remise de la chose comme prévue.

Il peut s'exonérer par la preuve de son absence de faute dans l'exécution de son obligation de conservation. Présumé en faute, le non-restituant pourra se libérer en établissant qu'il a prodigué tous ses soins à l'exécution de l'obligation de restitution.

Lorsque, comme en l'espèce, la chose n'est pas restituée parce qu'elle est perdue, il n'y a plus l'exécution de la seule obligation de restitution à l'état pur qui est en jeu, mais il y a entrecroisement avec l'exécution de l'obligation de garde. Il n'est en effet possible de restituer que ce qui a été conservé.

La preuve de l'absence de faute du dépositaire doit résulter d'une preuve positive établissant sans ambiguïté l'absence de négligence du dépositaire dans la conservation de la chose.

Le dépositaire échappe à toute responsabilité dès lors qu'il prouve qu'il l'a bien conservée et que la perte est due à un fait qui ne lui est pas imputable en ce sens qu'il n'a commis aucune faute (Cass. fr. civ. 1e, 7 oct. 1997, Resp. civ. et assur. 1997. 367).

En l'espèce, la s.à r.l. (Soc 2.) affirme que l'incendie aurait pour origine la fusée appartenant à M. B.) et qu'aucune faute en relation causale avec l'incendie ne pourrait être reprochée à la s.à r.l. (Soc 2.) .

Il ressort cependant du procès-verbal précité que si les obligations de prévention d'incendie avaient été observées, l'envergure de l'incendie aurait été beaucoup moindre. Il ressort des développements ci-dessus que la s.à r.l. (Soc 2.) a partant commis des fautes en relation causale directe avec l'incendie. Le dépositaire n'est en l'espèce donc pas étranger à la détérioration des quatorze représentations du chemin de la croix, étant donné qu'il n'a pas pris les précautions nécessaires et appropriées afin d'éviter ou de réduire les risques d'incendie.

La s.à r.l. (Soc 2.) ne s'est partant pas exonérée de la responsabilité qui pèse sur elle et la demande de la FABRIQUE est fondée sur base de l'article 1927 du code civil.

- les articles 1382 et 1383

Tant la FABRIQUE que (Soc 1.) S.A. ont, à titre subsidiaire, formulé des demandes sur cette base à l'encontre de M. B.) , M. M.) et de la s.à r.l. (Soc 2.) .

Actuellement seules les demandes subsidiaires contre M. M.) sont encore à examiner eu égard au sort des autres demandes principales.

° les demandes de Soc 1.) S.A. et de la FABRIQUE contre M. M.)

Il ressort des développements ci-dessus sub. 2.b que M. M.) ne conclut pas quant à la recevabilité de la demande basée sur la responsabilité délictuelle, formée contre lui en cours d'instance.

Il a partant accepté le débat sur cette base et il y a donc lieu de statuer sur cette demande.

Cette demande est cependant à rejeter sur la base délictuelle, une éventuelle faute de M. M.) ayant été commise en sa qualité de gérant de la s.à r.l. Soc 2.) , engageant la responsabilité de cette société mais non pas celle de son gérant.

La demande de Soc 1.) S.A. basée sur les articles 1382 et 1383 du code civil est partant à rejeter.

Il en est de même, pour les mêmes motifs, de la demande de la FABRIQUE basée sur les mêmes articles et dirigée contre M. M.)

g. le partage des responsabilités

La responsabilité civile s'encourt dès que le dommage allégué se trouve lié à la faute établie par un rapport de causalité adéquate. Chacun des responsables d'un même dommage doit être condamné à le réparer en totalité, sans qu'il y ait lieu de tenir compte dans leurs rapports avec la victime directe du partage de responsabilités auquel les juges du fond procèdent entre eux et qui n'affecte que les rapports réciproques entre les divers responsables mais non l'étendue de leurs obligations envers les personnes lésées.

En l'espèce, tant la s.à r.l. Soc 2.) que M. B.) ont engagé leurs responsabilités dans la survenance des dommages accrus aux victimes directes en commettant des fautes dont les éléments étaient indissociables. L'enchaînement des comportements fautifs de ces personnes a en effet permis au dommage de se produire. Eu égard à leurs fautes respectives, le tribunal procède à un partage de responsabilités de moitié entre la s.à r.l. Soc 2.) et M. B.)

h. les demandes de la FABRIQUE contre les assureurs

Il y a lieu de relever que seule la FABRIQUE a assigné (Soc4.) , assureur de la s.à r.l. (Soc2.) , et (Soc3.) , assureur de M. B.)

(Soc1.) S.A. n'a pas exercé d'action à l'encontre du (Soc4.) ou de la société (Soc3.)

les demandes contre _____

Il ressort des développements ci-dessus sub 2. que (Soc4.) fait d'abord valoir qu'il n'est pas l'assureur de M. M.) , mais qu'il assure (Soc2.) s.à r.l , non assigné, dans le rôle 63 121.

Il est établi au vu des pièces que seule la s.à r.l. (Soc2.) est assurée auprès du (Soc4.) , de sorte que la demande contre ce dernier en tant qu'assureur de M. M.) est à rejeter.

Comme la s.à r.l. (Soc2.) est assignée dans le rôle 64 830, la demande contre (Soc4.) est recevable en la forme.

Il n'y a plus lieu de revenir sur les moyens d'irrecevabilités soulevés par (Soc4.) et rejetés ci-dessus sub 4.a. (défaut d'indication de base légale et libellé obscur).

Il est encore établi au vu des développements qui précèdent que la s.à r.l. (Soc2.) a commis des fautes en relation causale directe avec l'incendie, engageant sa responsabilité.

Au fond, (Soc4.) conteste devoir une couverture à la s.à r.l. (Soc2.) tant du chef de l'assurance responsabilité civile générale n° (...) que du chef de la police d'assurance RC Exploitation.

La couverture serait exclue aux termes de l'article 2 alinéa 3 et de l'article 7 alinéa 6 des conditions générales (RCG 171). Les dommages causés par le feu aux objets confiés contractuellement à l'entrepreneur dans le cadre d'une activité professionnelle resteraient donc exclus de l'assurance. Une dérogation à l'article 7.6 n'aurait pas été convenue. Il suffirait de constater que les objets ont été confiés au menuisier et détenus par celui-ci pour exclure la couverture.

Le plafond de couverture RC pour les dégâts matériels a été fixé à 2.354.844.- francs (indice 507.94) pour les dommages matériels et ce montant serait opposable aux victimes.

Quant à l'assurance incendie, *Sec 4.*) fait valoir que les victimes ne disposeraient pas d'une action directe contre l'assureur, le bénéfice de cette police ne pouvant être réclamé que par l'assuré. Le recours de la victime sur base de la garantie incendie serait donc irrecevable.

Par ailleurs en vertu de l'assurance incendie n° (...) , souscrite par la s.à r.l. *Sec 2.*) , tous les recours de tiers ayant une base contractuelle seraient exclus en application de l'article 4 alinéa 7 des conditions spéciales (CBG / 189, p.8).

Le recours de tiers contre l'assuré ne serait assuré que s'il est fondé sur les articles 1382 à 1384 du code civil. Comme le recours de la FABRIQUE est, en l'espèce, exercé sur la base contractuelle, *Sec 4.*) affirme ne pas devoir de garantie.

Pour autant qu'une indemnisation serait recherchée sur base de la couverture «marchandises assurées» (conditions CBG / 189, article 4.2.c. et conditions particulières sub garanties accordées p.4), *Sec 4.*) affirme que les biens ne seraient assurés que pour les montants déclarés par le preneur d'assurance (article 6 des conditions générales de la police incendie), donc en l'espèce 1.359.262.- francs. *Sec 4.*) aurait déjà réglé à la s.à r.l. *Sec 2.*) la somme de 1.264.066.- francs, de sorte qu'il ne resterait qu'un solde de 95.196.- francs.

L'assuré du *Sec 4.*) invoque à son tour les conditions particulières du contrat d'assurance qui prévoient à la page 2, alinéa 3, que «la garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le preneur d'assurance peut encourir à la suite de dommage matériel causé aux tiers par feu».

Il y aurait donc couverture en l'espèce.

Il ressort des pièces versées en cause que *Sec 4.*) et la s.à r.l. *Sec 2.*) sont liés par les contrats d'assurances suivants:

- RC générale
- incendie, pertes d'exploitation.

le contrat d'assurance contre l'incendie et les pertes d'exploitation

Sec 4.) conteste l'existence d'une action directe de la victime.

Aux termes de l'article 44 de la loi du 7 avril 1976 sur le contrat d'assurance, applicable jusqu'au 31 décembre 1997, donc aux faits de l'espèce, l'assurance fait naître au profit de la personne lésée un droit propre contre l'assureur.

Cette action directe appartient à la victime qui a subi le dommage causé par l'assuré responsable et a pour effet de transférer à la victime les droits de l'assuré contre l'assureur.

A défaut de dérogation légale spéciale à cette disposition générale, la victime dispose d'une action directe contre l'assureur également en matière d'incendie.

Le moyen soulevé par *Sec4.*) est donc à rejeter.

Les conditions particulières de l'assurance incendie stipulent que les conditions générales et spéciales pour l'assurance incendie sont applicables.

Aux termes de l'article 4 des conditions générales, les biens assurés comprennent 1. le bâtiment et 2. son contenu. Le contenu est défini comme « l'ensemble des biens énumérés ci-après appartenant à l'assuré et se trouvant dans le bâtiment :

- a) le mobilier personnel ...
- b) le matériel ...
- c) les marchandises ...
- d) les animaux domestiques ... ».

Les « marchandises » sont définis comme étant «les approvisionnements, matières premières, produits bruts et finis, produits en cours de fabrication, emballages, déchets relatifs à l'exploitation professionnelle ou aux travaux d'entretien et de réparation ainsi que les biens appartenant à la clientèle».

Le preneur d'assurance a souscrit à une garantie relative aux «marchandises» pour la somme de 1.000.000.- francs (indice 1).

Les conditions spéciales de l'assurance contre l'incendie prévoient des extensions facultatives de la garantie.

Ainsi l'article 4 dispose que « Moyennant stipulation expresse et paiement d'une surprime, la compagnie couvre :

- 7) Le recours des tiers c'est-à-dire le recours fondé sur les articles 1382 à 1384 du code civil, exercé contre l'assuré responsable de dommages subis à la suite de l'extension du sinistre garanti par les biens de voisins, cooccupants ou tiers et par les biens du propriétaire pour le montant dépassant les limites fixées à l'article 1734 du code civil en cas de faute de la part du locataire ».

Bien que la s.à r.l. *Sec2.*) ait, tel que cela résulte des conditions particulières du contrat d'assurance contre l'incendie, souscrit la garantie accessoire relative aux recours des tiers, *Sec4.*) n'est pas tenu à couverture de ce chef étant donné que les conditions prévues à l'article 4 alinéa 7 ne sont pas réunies. Il n'y a en l'espèce pas eu d'extension du feu, le dommage n'est pas causé aux biens de voisins et l'assuré n'est pas responsable sur base des articles 1382 à 1384.

Cependant, il ressort des développements qui précèdent que la victime dispose d'une action directe légale contre l'assureur et que les conditions générales du contrat d'assurance contre l'incendie prévoient que les « biens appartenant à la clientèle » sont assurés.

Soc.) est donc tenu à couverture, dans les limites du plafond prévu, à l'égard de la FABRIQUE en application du contrat d'assurance contre l'incendie.

La demande de la FABRIQUE contre Soc.) sur base du contrat d'assurance contre l'incendie est donc fondée.

le contrat d'assurance de la responsabilité civile

Soc.) conteste devoir une couverture de ce chef.

Il invoque l'article 2 alinéa 3 et l'article 7 alinéa 6 des conditions générales.

L'article 2 alinéa 3 stipule que « Elle (l'assurance) ne couvre pas les dommages-intérêts qui pourraient être redus à raison de l'inexécution d'obligations contractuelles, sauf dérogation spéciale. Toutefois, la garantie demeure acquise à l'assuré dans la limite du contrat si, à l'occasion de dommages corporels ou matériels résultant d'un événement dommageable, sa responsabilité était recherchée à titre contractuel et que cette responsabilité civile lui aurait également incombé en l'absence de toute obligation contractuelle ».

L'article 7 alinéa 6 b) stipule que :

« Sont exclus de l'assurance, à moins de convention spéciale insérée aux conditions particulières:

6) les dommages matériels, y compris la perte, causés :

b) à des choses appartenant à autrui sur lesquelles ou à l'aide desquelles l'assuré, ses préposés ou mandataires exercent une activité industrielle, commerciale ou professionnelle ».

Soc.) soutient qu'une telle convention spéciale n'existerait pas.

Il y a cependant lieu de constater que l'article 7 alinéa 11 stipule que :

"Sont exclus de l'assurance, à moins de convention spéciale insérée aux conditions particulières:

11) les dommages matériels causés par le feu ou l'explosion, lorsque l'évènement dommageable a son origine dans les locaux ou immeubles appartenant à l'assuré ou occupés par lui à quelque titre que ce soit".

Les conditions particulières du contrat d'assurance responsabilité civile générale stipulent à la page 2 sub 30 "Dommages causés par le feu et explosions ainsi que par l'eau" ce qui suit :

"la garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la R.C. que le preneur d'assurance peut encourir à la suite de dommages matériels causés aux tiers par le feu, l'explosion et l'eau à l'exclusion des dommages visés aux articles 1733 et 1734 du code civil".

Les parties ont partant dérogé par cette convention spéciale à l'article 7 précité. Comme en l'espèce la responsabilité de l'assuré du Sec4.) a été retenue ci-dessus sur base de l'article 1927 du code civil, cette convention spéciale trouve à s'appliquer, étant donné qu'elle n'exclut que les dommages visés aux articles 1733 et 1734 du code civil, c'est-à-dire relatives aux obligations du locataire dans le cadre d'un bail d'immeuble.

Sec4.) est partant tenu d'indemniser, en sa qualité d'assureur RC de la s.à r.l. Sec2.), la FABRIQUE, dans les limites prévues audit contrat.

Sec4.) soutient en effet à raison que le plafond de couverture RC pour les dégâts matériels a été fixé à la somme de 2.354.844.- francs (indice 507.94).

Ce montant est opposable à la victime.

les demandes contre Sec3.)

Sec3.) n'a ni contesté être l'assureur de M. B.) , ni devoir couverture en cas de responsabilité de son assuré.

Il y a partant lieu de condamner Sec3.) in solidum avec son assuré responsable, M. B.) à indemniser la FABRIQUE des dommages subis.

i. Les actions récursoires ou reconventionnelles

Chaque coauteur qui a indemnisé intégralement la victime peut réclamer à l'autre la part lui incombant dans la production du dommage. Le partage de responsabilité effectué judiciairement dans une proportion déterminée exclut nécessairement qu'un des coauteurs, pour la part mise à sa charge en raison de ses fautes personnelles, exerce un recours en garantie contre l'autre (Cass. fr. civ. 1e, 30 oct. 1995, Bull. civ. I, n° 383).

Les demandes en garantie sont examinées ci-dessous dans l'ordre chronologique de leur présentation.

- la demande du Sec4.) contre M. B.) et Sec3.)

Sec4.) demande à être tenu quitte et indemne de toute condamnation pouvant être prononcée à sa charge, par M. B.) et son assureur.

Il base sa demande principalement sur l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil et subsidiairement sur les articles 1382 et 1383 du code civil. Il exerce à l'encontre de la Sec3.) l'action directe légale.

La responsabilité mise à la charge du gardien de la chose par l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil, l'a été en faveur des victimes du dommage, seules recevables à en invoquer le bénéfice (Cass. fr. civ. 2e, 23 févr. 1983, JCP 1984, II, 20124; Cass. fr. civ. 2e, 23 mai 1984, Gaz. Pal. 1984, 2. Panor. 299).

La demande principale du Sec4.) est donc à rejeter.

La demande subsidiaire du Sec4.) sur base des articles 1382 et 1383 du code civil est fondée. Il est en effet établi que M. B.) a commis des fautes et imprudences qui sont à l'origine de l'incendie et des dommages subséquents. Ces fautes consistent notamment dans le fait de lancer des fusées de feux d'artifice, dont il reconnaît d'ailleurs la dangerosité potentielle, dans la rue (..) , à proximité immédiate de la menuiserie Sec2.) . Il ressort du procès-verbal n° 001/97 précité que cette ruelle se trouve au milieu du village (« Enge Gassen, vorstehende Gebäude, verschachtelte Bauweise und Altbauten prägen das Bild dieses Altstadtviertels »).

La demande en garantie du Sec4.) contre M. B.) et Sec3.) est donc fondée.

Il y a lieu de condamner M. B.) et Sec3.) in solidum à tenir Sec4.) quitte et indemne, compte tenu du partage des responsabilités et du plafond de la couverture prévu par Sec4.) .

- la demande de M. M.) et de la s.à r.l. Sec2.) contre M. B.) et Sec3.)

La demande en garantie de M. M.) est à rejeter eu égard au rejet des demandes principales dirigées contre lui.

La s.à r.l. Sec2.) base sa demande principalement sur l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil et subsidiairement sur base des articles 1382 et 1383 du même code. Elle exerce à l'encontre de Sec3.) l'action directe légale.

La demande principale est à rejeter, étant donné que la responsabilité mise à la charge du gardien de la chose par l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil, l'a été en faveur des victimes du dommage, seules recevables à en invoquer le bénéfice.

La demande subsidiaire est fondée étant donné qu'il ressort des développements précédents que M. B.) a commis des fautes et imprudences en relation causale directe avec l'incendie.

La demande en garantie de la s.à r.l. Soc2.) est donc fondée.

Il y a lieu de condamner M. B.) et Soc3.) in solidum à tenir la s.à r.l. Soc2.) quitte et indemne, compte tenu du partage des responsabilités.

- la demande de la s.à r.l. Soc2.) contre Soc4.)

Cette demande présente un caractère subsidiaire par rapport à la demande qui précède.

Eu égard au fait que celle-ci a été déclarée fondée, il n'y a pas lieu d'examiner cette demande, devenue sans objet.

- la demande de M. B.) contre M. M.) , la s.à r.l. Soc2.) et Soc4.)

M. B.) a formulé, pour le cas où sa responsabilité devait être retenue une demande à l'encontre de M. M.) , la s.à r.l. Soc2.) et Soc4.) . Il base sa demande sur les articles 1382 et 1383 du code civil.

Lorsque deux choses ont contribué à la production d'un même dommage, la partie qui a désintéressé intégralement la victime a, par l'effet de la subrogation légale, contre l'autre coauteur, un recours distinct par son objet et sa cause de l'action de la victime (Cass. fr. civ. 2e, 18 janvier 1984, Gaz. Pal. 1984, 1.Panor. 125).

Il est établi qu'en omettant de prendre les précautions nécessaires à la prévention normale contre l'incendie, la s.à r.l. Soc2.) a commis des fautes en relation causale avec le dommage accru aux victimes. Il est encore constant que l'inobservation de ces précautions consistant notamment dans l'absence de portes coupe-feu et la présence de matières inflammables contenues dans des récipients ouverts a largement contribué à l'essor de l'incendie.

Il s'ensuit que la s.à r.l. Soc2.) , en omettant notamment d'installer des portes coupe-feu et de réparer le toit non étanche, ainsi qu'en conservant des matières et liquides inflammables dans

des récipients non fermés, sur une étagère non autrement protégée, n'a pas pris les mesures de protection normale contre un incendie, de sorte que sa responsabilité est engagée.

La demande en garantie de M. B.) contre la s.à r.l. Soc2.) et Soc4.) est donc fondée.

Il y a lieu de condamner la s.à r.l. Soc2.) et Soc4.) à tenir M. B.) quitte et indemne de toute condamnation, compte tenu du partage des responsabilités entre parties.

- la demande du Soc4.) contre M. M.)

Cette demande est à rejeter étant donné qu'elle a pour base la faute personnelle de M. M.) . Or, il est établi au vu des développements ci-dessus que les demandes dirigées contre M. M.) ont été rejetées comme n'étant pas fondées, de sorte que la demande récursoire du Soc4.) doit en suivre le même sort.

5. l'indemnisation

a. la demande de Soc1.) S.A.

Dans les deux exploits introductifs d'instance Soc1.) S.A. a conclu à la condamnation solidaire, sinon in solidum, sinon individuelle, des parties défenderesses au paiement de la somme de 600.000.- francs avec les intérêts légaux à partir du jour de l'incendie, sinon à partir de la demande en justice jusqu'à solde.

En cours d'instance, la demanderesse a conclu à l'allocation de la somme de 574.000.- francs hors TVA, correspondant à l'évaluation des dix portes par la s.à r.l. Soc2.) .

Elle fait cependant également valoir que le dommage réellement subi est le prix de remplacement des portes que Soc1.) S.A. a remboursé aux époux H.) -K.) à savoir la somme de 630.895.- francs, montant qui inclut la TVA, alors que Soc1.) S.A. est le consommateur final des portes et qu'elle devra donc supporter la TVA.

M. B.) a contesté les montants réclamés et surtout la mise en compte de la TVA.

Il est établi que les dix portes appartenant à Soc1.) S.A. ont été complètement détruites lors de l'incendie. Soc1.) S.A. a ensuite chargé la s.à r.l. Soc2.) de la confection de dix portes nouvelles, semblables aux premiers. Il résulte des pièces versées en cause que pour la confection de ces dix portes de remplacement, la s.à r.l. Soc2.) a facturé la somme de 630.895.- francs à Soc1.) S.A.

Bien que le tableau récapitulatif de tous les objets mobiliers appartenant à la clientèle de la s.à r.l. Sec2.), qui est annexé au procès-verbal n° 001 / 97 précité (pièce n° 6 de la farde de 9 pièces de Maître LUDOVISSY), indique comme valeur commerciale (hors TVA) et comme valeur des dégâts (hors TVA) en relation avec les dix portes la somme de 432.000.- francs, il est établi que Sec1.) S.A. a du payer à la s.à r.l. Sec2.) la somme de 630.895.- francs pour obtenir la fabrication de nouvelles portes, semblables à celles qui furent détruites.

Le préjudice subi par Sec1.) S.A. se chiffre en principe partant à la somme de 630.895.- francs qu'elle a du dépenser pour remplacer les dix portes anciennes détruites.

M. B.) et la s.à r.l. Sec2.) ont contesté la mise en compte de la TVA. Comme Sec1.) S.A. a pu opter pour la taxation de la location et qu'elle a donc pu déduire la TVA en amont, il y a lieu de faire droit à la demande des défendeurs, étant donné que Sec1.) S.A., qui a la charge d'établir l'intégralité de son préjudice, n'a pas établi que la TVA est restée à sa charge.

Il y a donc lieu de condamner M. B.) et la s.à r.l. Sec2.) in solidum à payer à la demanderesse la somme de 548.605.- francs, avec les intérêts légaux à partir du jour de l'incendie jusqu'à solde.

b. la demande de la FABRIQUE

La FABRIQUE a demandé la condamnation solidaire, sinon in solidum, sinon individuelle des défendeurs au paiement de la somme de 2.800.000.- francs, avec les intérêts légaux à partir du jour de l'incendie, sinon à partir de jour de la demande en justice jusqu'à solde.

M. M.) et la s.à r.l. Sec2.) contestent formellement le dommage réclamé par la FABRIQUE au motif que les quatorze représentations étaient de qualité moyenne et fortement abîmées.

La FABRIQUE a offert de rapporter la preuve du préjudice subi par expertise.

Dans la pièce n° 5 de la farde de 9 pièces de Maître LUDOVISSY, M. L.) , conservateur du service des sites et monuments nationaux certifié, le 6 janvier 1997, qu'à cette date chaque station aurait une valeur d'au moins 200.000.- francs. Le préjudice total subi par la FABRIQUE se chiffre partant à la somme de 2.800.000.- francs.

Les parties défenderesses n'ayant fourni aucun élément précis ou sérieux permettant de mettre en doute cette évaluation, il y a lieu de faire droit à la demande de la FABRIQUE.

Il y a donc lieu de condamner M. B.) , la s.à r.l. Sec2.) ; Sec3.) et Sec4.) in solidum, à payer à la FABRIQUE la somme de 2.800.000.- francs avec les intérêts légaux à partir du jour de l'incendie jusqu'à solde. Il y a

cependant lieu de préciser que la condamnation prononcée à l'encontre du Soc4.) a comme limite le plafond de couverture prévu aux contrats d'assurance souscrits par la s.à r.l. Soc2.) .

c. les demandes en majoration du taux de l'intérêt

Les demandes en majoration du taux de l'intérêt formulées par la FABRIQUE et Soc1.) S.A. (rôle 61 233) sont à rejeter, étant donné que les défendeurs ne sont pas à considérer comme débiteurs récalcitrants.

6. Indemnités de procédure

Soc1.) S.A a conclu à la condamnation des parties M. M.) ,
M. B.) et s.à r.l. Soc2.) au paiement d'une indemnité de procédure de 20.000.- francs.

La demande principale de Soc1.) S.A. contre M. M.) sur base de l'article 1789 étant irrecevable, la demande en allocation d'une indemnité de procédure de Soc1.) S.A. est à rejeter.

Il est inéquitable de laisser à charge de la demanderesse l'entièreté des sommes déboursées par elle et non comprises dans les dépens, de sorte qu'il y a lieu de faire droit à ses demandes contre M. B.) et la s.à r.l. Soc2.) . Au regard de la nature de l'affaire, il est établi que les sommes exposées par Soc1.) S.A. s'élèvent à 2 x 20.000.- francs.

La FABRIQUE a conclu à la condamnation de MM. M.) et B.) , de Soc3.) , du Soc4.) et de la s.à r.l. Soc2.) au paiement d'une indemnité de procédure de 50.000.- francs.

Les demandes de la FABRIQUE contre M. M.) sur base des articles 1134 et suivants, 1384 alinéa 1^{er} et 1382 et 1383 du code civil étant rejetées, la demande en allocation d'une indemnité de procédure de la FABRIQUE est à rejeter.

Il est inéquitable de laisser à charge de la FABRIQUE l'entièreté des sommes déboursées par elle et non comprises dans les dépens, de sorte qu'il y a lieu de faire droit à ses demandes contre M. B.) , Soc3.) , Soc4.) et la s.à r.l. Soc2.) . Au regard de la nature de l'affaire, il est établi que les sommes exposées par LA FABRIQUE s'élèvent à 4 x 50.000.- francs.

M. M.) conclu à la condamnation de Soc1.) S.A. au paiement d'une indemnité de procédure de 45.000.- francs.

Cette demande est à rejeter comme non fondée, étant donné que M. M.) ne justifie pas en quoi il serait inéquitable de laisser à sa charge l'entièreté des sommes déboursées par lui et non comprises dans les dépens.

M. M.) a également conclu à la condamnation de la FABRIQUE au paiement d'une indemnité de procédure de 45.000.- francs.

Cette demande est également à rejeter comme non fondée, étant donné que M. M.) ne justifie pas en quoi il serait inéquitable de laisser à sa charge l'entièreté des sommes déboursées par lui et non comprises dans les dépens.

7. L'exécution provisoire du jugement

La FABRIQUE a conclu à l'exécution provisoire du jugement.

Cette demande n'est pas justifiée, les conditions de l'article 135 du code de procédure civile n'étant pas remplies.

PAR CES MOTIFS:

le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, première chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement, le représentant du ministère public entendu en ses conclusions,

statuant suivant la procédure civile,

ordonne la jonction des rôles connexes 61 271, 61 233, 63 121 et 64 830,

quant aux demandes principales

déclare les demandes de S.C.A.) S.A et de la FABRIQUE recevables,

dit que S.C.A.) S.A a qualité pour agir,

dit non fondé le moyen du libellé obscur de l'exploit du 24 août 1998,

déclare les demandes de Soc 1.) S.A et de la FABRIQUE contre M. M.)
non fondées sur base de la responsabilité contractuelle,

déclare les demandes principales de Soc 1.) S.A. et de la FABRIQUE contre
M. B.) fondées sur base de l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil,

dit que M. B.) ne s'est pas exonéré de la présomption de responsabilité qui pèse sur lui,

déclare la demande de Soc 1.) S.A contre la s.à r.l. Soc 2.) fondée sur base de l'article
1789 du code civil,

déclare la demande de la FABRIQUE contre M. M.) non fondée sur base des
articles 1384 alinéa 1^{er} du code civil,

déclare la demande de la FABRIQUE contre la s.à r.l. Soc 2.) recevable et fondée sur base
de l'article 1927 du code civil,

dit les demandes de la FABRIQUE et de Soc 1.) S.A. contre M. M.)
non fondées sur base des articles 1382 et 1383 du code civil,

dit qu'il y a lieu à un partage des responsabilités entre M. B.) et de la s.à r.l.
Soc 2.) de moitié,

rejette les demandes contre Soc 4.) en tant qu'assureur de M. M.)

dit la demande de la FABRIQUE contre Soc 4.) , en sa qualité d'assureur incendie et RC de
la s.à r.l. Soc 2.) , fondée,

déclare la demande de la FABRIQUE contre Soc 3.) en sa qualité
d'assureur de M. B.) , fondée,

condamne M. B.) , la s.à r.l. Soc 2.) , Soc 3.) et Soc 4.) ,
in solidum, à payer à la FABRIQUE la somme de 2.800.000.- francs avec les intérêts légaux à
partir du jour de l'incendie jusqu'à solde,

dit que la condamnation prononcée à l'encontre de la société Soc 4.) a comme limite le
plafond de couverture prévu aux contrats d'assurance souscrits par la s.à r.l. Soc 2.) ,

condamne M. B.) et la s.à r.l. Soc 2.) in solidum, à payer à Soc 1.) S.A. la
somme de 548.605.- francs, avec les intérêts légaux à partir du jour de l'incendie jusqu'à solde,

dit qu'il n'y a pas lieu à majoration du taux de l'intérêt,

quant aux demandes en garantie

rejette la demande récursoire de la société (Soc4.) contre M. M.)

rejette la demande principale en garantie de la société (Soc4.) contre M. B.) et
(Soc3) , basée sur l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil,

dit la demande subsidiaire en garantie de la société (Soc4.) contre M. B.) et
(Soc3) fondée sur base des articles 1382 et 1383 du code civil,

partant, condamne M. B.) et (Soc3) in solidum à tenir (Soc4.)
quitte et indemne de toute condamnation, compte tenu du partage des responsabilités et du
plafond de la couverture prévu par (Soc4.) ,

● rejette les demandes en garantie de M. M.)

rejette la demande principale en garantie de la s.à r.l. (Soc2.) contre M. B.) et
(Soc3) , basée sur l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil,

dit la demande subsidiaire en garantie de la s.à r.l. (Soc2.) contre M. B.) et
(Soc3.) fondée sur base des articles 1382 et 1383 du code civil,

partant, condamne M. B.) et (Soc3) in solidum à tenir la s.à r.l.
(Soc2.) quitte et indemne de toute condamnation, compte tenu du partage des
responsabilités

dit la demande en garantie de M. B.) non fondée contre M. M.)

dit la demande en garantie de M. B.) contre la s.à r.l. (Soc2.) et (Soc4.)
fondée sur base des articles 1382 et 1383 du code civil,

● partant condamne la s.à r.l. (Soc2.) et (Soc4.) in solidum à tenir M. B.) quitte
et indemne de toute condamnation, compte tenu du partage des responsabilités entre parties,

quant aux demandes d'indemnités de procédure

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure formée par (Soc1.) S.A.
contre M. M.)

dit fondées les demandes en allocation d'une indemnité de procédure formées par (Soc1.)
S.A. contre M. B.) et la s.à r.l. (Soc2.) ,

partant condamne M. B.) et la s.à r.l. Sec2.) , individuellement à payer à Sec1.) une indemnité de procédure de 20.000.- francs,

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure formée par la FABRIQUE contre M. M.)

dit fondées les demandes en allocation d'une indemnité de procédure formées par la FABRIQUE contre M. B.) , Sec3.) , Sec4.) et la s.à r.l. Sec2.) ,

partant condamne M. B.) , Sec3.) , Sec4.) et la s.à r.l. Sec2.) , individuellement payer à la FABRIQUE une indemnité de procédure de 50.000.- francs,

rejette les demandes en allocation d'une indemnité de procédure formées par M. M.) contre Sec1.) S.A et la FABRIQUE,

dit qu'il n'y a pas lieu à exécution provisoire,

condamne M. B.) , Sec3.) , Sec4.) et la s.à r.l. Sec2.) aux frais et dépens de l'instance et en ordonne la distraction au profit de Maîtres Guy LUDOVISSEY et Claude COLLARINI, qui la demandent affirmant en avoir fait l'avance.

Ce jugement a été lu à l'audience publique indiquée ci-dessus par M. Etienne SCHMIT, premier vice-président, en présence de M. Serge BLASEN, greffier assumé.